



NOUS NE BATTRONS PAS EN RETRAITE

Le texte de loi adopté par le Parlement, après un passage en force qui consacre un déni de démocratie, dicté par l'exécutif et le Médef, n'est pour le moment pas promulgué.

Cette contre-réforme est inique, injuste et brutale, nous n'en voulons pas !

La population très largement a dit son opposition (79% dans les sondages) qui s'exprime fortement dans le pays depuis plusieurs semaines, notamment par des grèves, des blocages et des manifestations massives.

Le projet porte à 62 ans l'âge de la retraite et à 67 ans celui du taux plein. La suppression de la CPA vient d'être ajoutée à ce projet cynique.

Tous les salariés, mais aussi les jeunes, étudiants et lycéens, l'ont bien compris, ce qui s'est traduit par des participations de plus de 3 millions aux manifestations.

Le fait qu'une nouvelle réforme soit envisagée en 2013 conforte notre analyse que rien n'est réglé concernant le financement, sinon la diminution du montant des retraites.

Le passage à un système de comptes notionnels, envisagé par le gouvernement, individualiserait la retraite de chacun et surtout la diminuerait, nous faisant passer d'un régime à prestations définies à un régime de cotisations définies, et toujours sans remettre sur la table le problème du financement (chômage, bas salaire, refus de faire cotiser plus les stocks options, pas de suppression du bouclier fiscal...etc).

Une autre réforme juste et solidaire, sans allongement ni de l'âge de départ ni du nombre des annuités, est possible.

L'augmentation de la productivité du travail, et donc des richesses produites, rend fallacieux l'argument selon lequel la proportion de plus de 60 ans augmentant (35 % de la population en 2050, contre 21 % actuellement), il faudrait travailler plus longtemps pour payer les retraites.

L'augmentation de la productivité du travail fait exploser le volume financier des richesses produites : multipliées par 5 entre 1960 et 2010, et encore multipliées par 2 entre 2010 et 2050. Si les salaires suivent, il n'y a pas de problème pour financer les retraites.

EXIGEONS UNE AUTRE REPARTITION DES RICHESSES.

Le SNASUB avec la FSU condamne le recours à la répression, aux provocations policières et aux réquisitions portant atteinte au droit de grève.

Le vote de la loi n'arrêtera pas le mouvement profond qui s'est développé dans notre pays, au cours duquel le SNASUB et la FSU ont appelé à étendre et généraliser grèves et manifestations.

Le SNASUB et la FSU appellent les personnels à participer toujours plus nombreux aux actions unitaires engagées, à celles déterminées localement et **aux grèves et manifestations du jeudi 28 octobre et du samedi 6 novembre.**

Le SNASUB et la FSU les appellent à débattre, en A.G. sur les lieux de travail, des conditions de poursuite du mouvement en préparant les prochaines échéances de mobilisation nationale.

ENSEMBLE POUR GAGNER.

SNASUB-FSU

104 rue Romain Rolland - 93260 LES LILAS

☎ 01 41 63 27 51/52 📠 01 41 63 15 48 📧 snasub.fsu@snasub.fr